



Hebdomadaire
T.M. : NC

☎ : 01 49 22 72 72
L.M. : NC

HUMANITE DIMANCHE

JEUDI 7 MAI 2009

Télévision

**RAS. NUCLÉAIRE, RIEN À SIGNALER. DOCUMENTAIRE. ARTE.
Mardi 12 mai. 22 h 50.**

Les risques « calculés » du nucléaire

En février 2008, 9 sous-traitants du nucléaire, travaillant à la centrale de Cruas-Meysses, en Ardèche, entamaient une grève de la faim. Comme 97 autres agents de logistique (décontamination des outils, lessive, nettoyage des locaux,



etc.), ils étaient promis au chômage. Serge Serre, cadre de leur entreprise, avait déposé un droit d'alerte sur la dégradation de leurs conditions de travail, qui menaçait la sécurité du site. EDF, propriétaire de la centrale nucléaire, a préféré ne plus faire appel à eux. C'est pourtant grâce à ce « prolétariat sous-reconnu et sous-payé », souligne Michel Lallier, du Haut Comité à la transparence, que les centrales françaises ne tombent pas en décrépitude.

Au premier abord, on peut penser que le documentaire d'Alain de Halleux est à charge contre le nucléaire. Il n'en est rien, puisqu'il ne prend parti que sur les questions de sécurité dans les centrales. Et fait un constat alarmant : plus on descend dans la hiérarchie, plus les craintes sont grandes. Est-ce à dire que seuls les soutiers, agents de logistique, scaphandriers qui plongent dans les piscines de décontamination ou les « jumpers » qui interviennent dans le réacteur, connaissent l'état réel du parc nucléaire ? Mi-figue mi-raisin, un cégétiste plaisante : les clôtures ne servent plus à empêcher les opposants de faire des « conneries », mais cachent « la misère ». Pour obtenir le fameux RAS qui donne son nom au film, les « petits chefs » des centrales EDF (ou Areva ou GDF-Suez) « mettent la pression » aux contrôleurs techniques, voulant faire passer des « fissures » pour des « rayures » ! Parfois, comme Christian, certains exercent correctement leur métier, au risque de se faire virer. Sans illusion : « un autre collègue signera ». « Le jour où il y a un pépin, explique la sociologue du travail Annie Thébaud-Mony, qui travaille sur le nucléaire, celui qui a signé est responsable. » Logique d'une entreprise énergétique publique qui se privatise : on partage les risques, pas la responsabilité. ★

GRÉGOIR MARIN
gmarin@humanite.fr



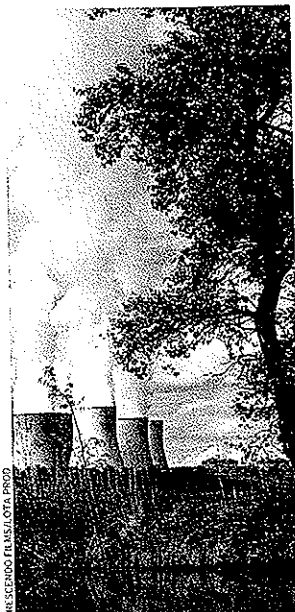
1 260912 519116

Hebdomadaire
T.M. : 433 294

☎ : 01.75.55.10.00
L.M. : 2 142 000

L'EXPRESS STYLE

JEUDI 7 MAI 2009



La santé des travailleurs de l'atome est-elle en danger ?

L'envers du nucléaire

**RAS NUCLÉAIRE
RIEN À SIGNALER**

Mardi 12 mai à 22 h 50,
Arte.

Exposés quotidiennement aux rayons ionisants, à la poussière radioactive et autres particules, les travailleurs du nucléaire seront-ils les prochains « cancéreux de l'amiante » ? C'est le débat que lance ce documentaire, austère mais éclairant, sur les conditions de travail des ouvriers de l'atome. Coupable désignée : la logique de rentabilité des entreprises, décrite ici de façon édifiante. Comptant parmi les leaders mondiaux du nucléaire, la France, avec ses 58 réacteurs, ne sort pas grandie de cette radiographie sans concession. © **D. R.**



Hebdomadaire ☎ : 01 53 26 35 00
T.M. : 62 000 L.M. : 150 000

Famille Chrétienne

SAMEDI 9 MAI 2009

Mardi 12 mai 2009

22:50 Arte

DOCUMENTAIRE

RAS: nucléaire rien à signaler ♡♡ (Ad. et gds ados)

Documentaire réalisé
par Alain de Halleux (2009).

La France a parié sur l'énergie nucléaire, et s'est dotée de centrales à la pointe de la technologie. Pourtant, à l'heure où la production d'énergie se privatise, certai-



nes pratiques inquiétantes confortent les Cassandres.

AVIS Le documentaire multiplie les témoignages d'ouvriers du nucléaire pour accumuler les doutes. Le cas récent du site de Tricastin, évoqué, apporte une résonance concrète aux inquiétudes distillées ici.

Malgré ces révélations anxiogènes, on est loin du reportage à sensation assénant la certitude qu'une catastrophe va arriver : cette position prudente accroît la crédibilité de l'émission, et confirme que l'on est là face à un vrai travail d'investigation, intelligent et mesuré. SYLVAIN DORIENT



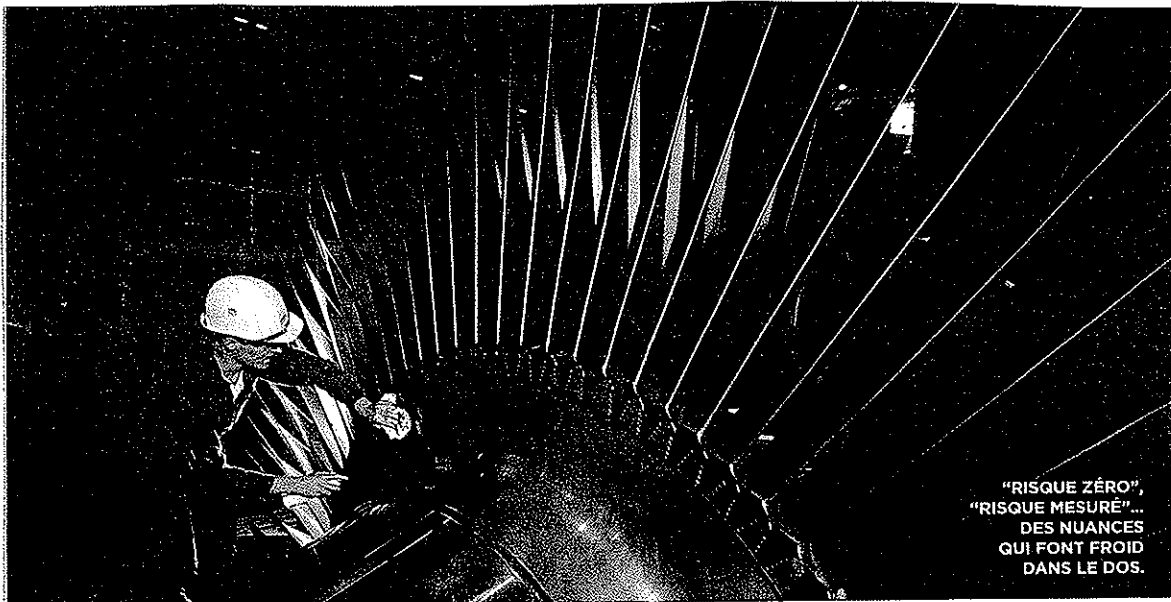
Hebdomadaire
T.M. : 744 846

☎ : 01 55 30 55 30
L.M. : 2 738 000

Télérama

MERCREDI 6 MAI 2009

MAR 12



"RISQUE ZÉRO",
"RISQUE MESURÉ"...
DES NUANCES
QUI FONT FROID
DANS LE DOS.

TF1 22.50 Arte Documentaire

RAS, nucléaire, rien à signaler

Documentaire d'Alain de Halleux (France/Belgique, 2009). 60 mn. inédit.

Au printemps 1986, l'explosion de la centrale de Tchernobyl traumatisait l'Europe, et engendrait une remise en cause des pratiques énergétiques. Plus de vingt ans après, les leçons de cette catastrophe ont-elles été durablement tirées ? Evidemment non, comme le démontre cette enquête glaçante, qui, derrière l'ironie du titre, brosse un tableau très sombre de l'état du nucléaire. Ces dernières années, les angoisses liées à la fin du pétrole et la nécessité de l'indépendance énergétique ont généré une course à l'atome de plus en plus folle, dans laquelle la sécurité semble ne plus être une priorité.

Pour en témoigner, Alain de Halleux choisit une approche pertinente et inhabituelle : donner la parole, en France et en Belgique, à ces techniciens, contrôleurs, ouvriers intérimaires qui travaillent dans l'ombre des réacteurs, et prennent

tous les risques. Certains ont été contaminés, d'autres, sanctionnés pour avoir osé remettre en question leurs conditions de travail. Ce qu'ils dénoncent ? La dégradation du niveau de sûreté des centrales depuis la privatisation des grands groupes et la libéralisation de l'énergie. Le cynisme des entreprises, qui assument le fait d'être passées de la notion de « risque zéro » à celle de « risque mesuré ». La gestion des ressources humaines dominée par la loi du silence. Et surtout, un recours de plus en plus massif à la sous-traitance, qui génère des effets pervers et permet aux mastodontes du secteur de dégager leur responsabilité...

En s'appuyant sur le précieux témoignage de ces ouvriers, mais aussi sur les expertises de spécialistes, ce film donne corps à une menace qui, d'ordinaire, ne transparait qu'au travers de froides et lointaines statistiques. **HÉLÈNE MARZOLF**
Rediffusions sur La Une : 27/4 à 22h25, 2/5 à 8h05.



Hebdomadaire
T.M. : 650 000

☎ : 01 44 88 35 60
L.M. : 1 200 000

TELE CINE OBS

JEUDI 7 MAI 2009

MARDI 12 MAI

22h50 - Arte • Documentaire. "RAS : nucléaire, rien à signaler", d'Alain de Halleux.

En surchauffe

Le film tire la sonnette d'alarme : les conditions de travail semblent se dégrader dans les centrales nucléaires au mépris de la sécurité.

Les partisans du nucléaire ont retrouvé le sourire. La fin annoncée de l'or noir et les velléités d'indépendance énergétique redonnent à l'atome ses lettres de noblesse. Certains pays d'Europe ont relancé le débat sur le bien-fondé ou non de ces programmes. Avec, en corollaire, la question des risques liés à cette énergie controversée.

Face au danger du nucléaire civil, Alain de Halleux tire la sonnette d'alarme. Le réalisateur dresse un tableau pour le moins gênant pour la filière, en donnant la parole aux employés des centrales, ces soldats de l'ombre qui en savent souvent trop. Se-

lon Marc Roedoll, ingénieur à la centrale nucléaire de Doel, en Belgique, il y a une chance sur 100 000 de revivre un nouveau Tchernobyl. Et pourtant, les menaces sont bien là. Le précédent ukrainien est encore présent dans les mémoires. Les témoignages recueillis font froid dans le dos : manque de professionnalisme, matériel vétuste, multiplication des risques de contamination pour le personnel... Les différents incidents sont trop souvent passés sous silence. En juillet 2006, le réacteur de la centrale de Forsmark surchauffe. La Suède frôle alors la catastrophe, à sept petites minutes près, nous dit-on... En 2008, une fuite d'uranium

se produit dans la centrale du Tricastin et contamine une centaine de personnes... Alain de Halleux n'est pas tendre avec les fournisseurs d'électricité qui ont abandonné la notion de service public, avec pour seul objectif la rentabilité et le profit ! Cette nouvelle logique pousse les compagnies à abuser de la sous-traitance pour la maintenance de leurs sites ultrasensibles. « *Du risque zéro, nous sommes passés au risque calculé* », déplore un témoin. La précarisation des emplois de la filière joue sur la sécurité. Comme le déclare Michel Lallier, du Haut Comité pour la Transparence et l'Information sur la Sécurité nucléaire, il y a un paradoxe entre une industrie emblématique sur le plan technologique et une industrie qui produit un « *prolétariat sous-reconnu et sous-payé* ». Ceux qui parlent sont licenciés manu militari, comme Christian, sous-traitant pendant dix ans, viré pour avoir divulgué des informations... Il y a urgence. L'heure des pionniers et de leur idéal d'une énergie faite pour l'homme a vécu.

■ Marco Mosca



Hebdomadaire ☎ : 01 56 99 60 00
T.M. : 1 284 401 L.M. : nc
Programmes du 02 au 15 mai 2009
LUNDI 27 AVRIL 2009

TV GRANDES CHAINES

Mardi 12 mai

23.00

RAS, ★★

Documentaire

nucléaire...



Une centrale nucléaire

... rien à signaler. *Inédit.*
Documentaire d'Alain de
Halleux (Belg.-Fr., 2008).
Gros plan sur les centra-
les nucléaires avec le té-
moignage de ceux char-
gés de veiller à leur bon
fonctionnement, parfois
à leurs risques et périls.



Un document engagé,
clair et bien étayé. 21454

Henri Pena-Ruiz : du combat laïque au Front de gauche
Le philosophe de la laïcité explique le sens de son engagement pour les européennes. PAGE 6

L'Humanité

UN DOCUMENTAIRE LEUR DONNE LA PAROLE

Les soutiers du nucléaire à l'écran

Sous-traitance, précarité, danger mais aussi attachement au service public : rencontre avec ces travailleurs « invisibles » au centre de RAS, nucléaire, rien à signaler. PAGE 2



« Je n'ai jamais dissocié la laïcité comme idéal politique de la justice sociale comme idéal socio-économique. »

HENRI PENA-RUIZ

LIBERTÉS



LA DOUBLE PEINE DE JENNIFER

Son compagnon se bat pour elle. Elle a été condamnée à mort. La peine de mort est abolie en France. Elle a été condamnée à mort. La peine de mort est abolie en France.

TRAVAIL

Entreprises privées de démocratie.

PAGE 10

SICHUAN

Un an après la catastrophe.

PAGE 12

PCF

Entretien avec Roger Martelli.

PAGE 18

L'INVITE DE LA SEMAINE

CHRISTOPHE ALLIOT

Responsable de FLO, fédération internationale de commerce équitable.

PAGE 24



Quotidien National ☎ : 01 49 22 72 72
T.M. : 74 919 L.M. : 331 000

l'Humanité

LUNDI 11 MAI 2009

219

Les invisibles du nucléaire Crèvent l'écran

SURETÉ - Pour la première fois, des sous-traitants du nucléaire posent la question de la sécurité dans un documentaire diffusé sur Arte, demain soir : *RAS : nucléaire, rien à signaler.*

« Je suis le seul travailleur du nucléaire qui ne porte pas de dosimètre », plaisante Hans Fleischer. C'est que « la centrale de Hans n'a jamais fonctionné », explique la voix off de RAS : *nucléaire, rien à signaler* (1), le documentaire d'Alain de Halleux. Zwentendorf, en Autriche, achevée en 1978, n'a jamais été mise en route : les Autrichiens ont voté contre par référendum, allant même jusqu'à faire inscrire

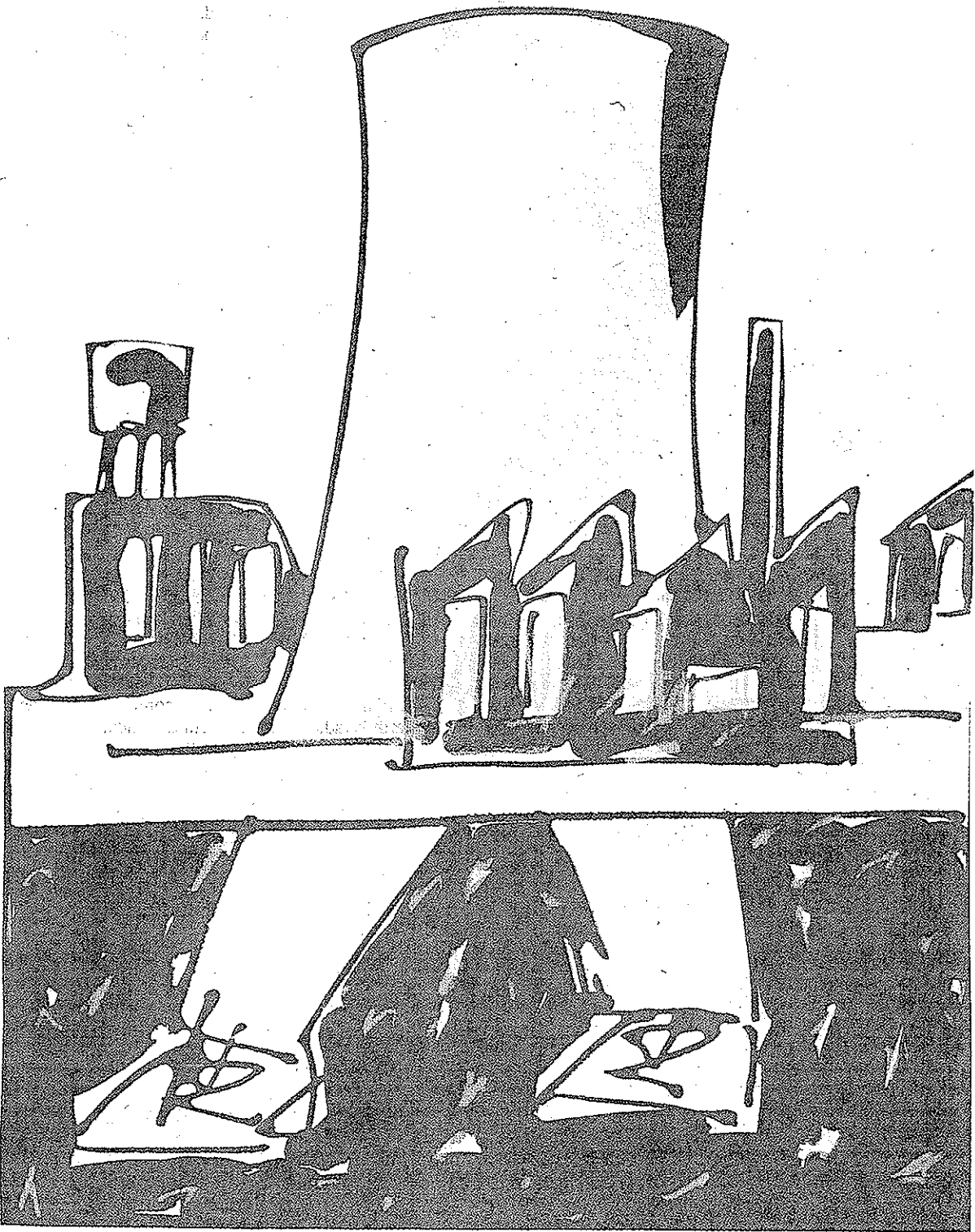
- **Reportage à Cruas en Ardèche.**
- **Entretien avec le réalisateur de RAS : nucléaire, rien à signaler.**
- **Les témoignages de sous-traitants.**

dans la Constitution « l'interdiction de l'énergie nucléaire ». Alors Hans a du temps pour penser que « les travailleurs qui opèrent sur des centrales qui fonctionnent sont heureux ».

UN CONSTAT ALARMANT

En France, où les centrales bourdonnent d'activité, on n'entend pas le même son de cloche. Le documentariste belge Alain de Halleux – il fallait bien un Belge pour s'intéresser au problème français –, sans s'inscrire dans une opposition pro ou antinucléaire, dresse un constat alarmant de l'état d'une profession. Les travailleurs du nucléaire vont mal et, avec la dégradation de leurs conditions de travail, « la sûreté est mise à mal », assurent les syndicats interrogés, CGT et FGTB.

Pour illustrer son propos, le documentariste a rencontré les invisibles du nucléaire : intérimaires qui inspectent les centrales pendant les arrêts de



Moi l'idé

REPÈRES

La planète compte 400 réacteurs nucléaires : 200 sont en Europe, 58 en France.

80 % de l'électricité consommée en France est d'origine nucléaire.

20 000 agents EDF travaillent dans 19 centrales, ainsi que 20 000 prestataires privés.

Sur ces 20 000 employés dans la sous-traitance, un quart sont dans la logistique (nettoyage industriel en zone radioactive, manutention, traitement des déchets, préparation de chantiers).

Et un quart sont employés dans la maintenance et la décontamination. EDF sous-traite également le ménage des bureaux et la petite comptabilité.

40 % des salariés de la sous-traitance travaillant dans la décontamination sont des nomades, allant d'une centrale à l'autre, selon les besoins.

Selon la CGT, les nomades sont exposés à 80 % des risques, et notamment aux rayons ionisants. Le taux de cancers parmi ces travailleurs est, selon l'OMS, de 10 à 12 %. Le salaire d'un nomade ne dépasse pas, en France, les 1 500 euros par mois. La plupart sont des jeunes payés au SMIC.

tranche, itinérants qui gagnent entre 1 200 et 1 500 euros par mois et dorment dans les foyers Sonacotra ou des campings, salariés des sous-traitants qui s'occupent du nettoyage des locaux, du linge... Le cas de Pierre Lambert, scaphandrier belge intervenu dans la piscine de décontamination de la centrale de Chooz (Ardennes), est significatif du peu de respect envers ces travailleurs de l'ombre. Après avoir déclaré une leucémie quinze ans après sa contamination au cobalt (« il n'y a rien à faire », lui a déclaré à l'époque la direction de la centrale), il a « mis en demeure EDF en demandant des dommages et intérêts ». Mais « il y a une prérogative spéciale pour le nucléaire : après dix ans, un accident de travail n'est plus un accident de travail ». Le cancer reste, et personne ne le prend en charge. « Où sont les responsabilités ? » s'interroge le documentaire. Certainement pas du côté des donneurs d'ordres : aux contrôleurs techniques, les « petits chefs » des centrales demandent souvent de signer « RAS » au bas des documents officiels. Et gare à ceux qui se rebiffent... « Le jour où il y a un pépin, celui qui a signé est responsable », affirme Annie Thébaud-Mony, sociologue, qui travaille sur les salariés du nucléaire depuis les années 1980.

« PAS DE NUCLÉAIRE SANS DÉBAT SOCIÉTAL »

Michel Lallier, représentant CGT au haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité du nucléaire, fait partie de ces maillons de la chaîne qui demandent un débat national : « Il n'y a pas de nucléaire sans démocratie, sans débat sociétal autour de ces questions-là, qui sont à la fois des questions énergétiques, qui sont des questions environnementales, mais qui sont des questions humaines, des questions de développement économique et social. » Les travailleurs du nucléaire et les citoyens de Cruas-Meysses l'ont prouvé, explique le documentaire : le débat démocratique est possible si chacun prend ses responsabilités « pour exiger information et transparence ».

Grégory Marin

(1) RAS : nucléaire, rien à signaler.

Arte, mardi 12 mai à 22 h 50.

« Les boulots les plus durs et les plus exposés, c'est pour nous »

À l'occasion de l'avant-première du film présenté à Cruas mardi dernier, un débat a rassemblé agents EDF et sous-traitants.



BRUNO GAUTIER/AGF IMAGES PRESSE

A droite, Alain de Halleux, réalisateur du documentaire *Ras - nucléaire, rien à signaler*. A ses côtés André Archinaud et Geneviève Hénon-Hilaire, adjoints à la mairie de Cruas et membres du comité de soutien aux ouvriers grévistes de la centrale.

Cruas (Ardèche), envoyé spécial.

« Je croyais que la clôture de barbelés c'était pour dissuader mais c'est plutôt fait pour cacher la misère ! » La réflexion de cette habitante de Cruas clôt l'un des chapitres les plus décapants du film *RAS : nucléaire, rien à signaler*, du réalisateur belge Alain de Halleux, celui dans lequel les soutiers des centrales, scaphandriers et autres « jumpers » qui interviennent au cœur de la centrale, blanchisseuses qui nettoient les vêtements de travail contaminés, ou décontamineurs qui doivent « faire abaisser la dose », sortent de l'ombre et prennent la parole.

Ils l'ont fait à l'occasion d'un conflit qui a atteint son paroxysme début 2008 avec la grève de la faim de neuf employés de CIME. Cette société privée,

sous-traitante d'EDF, venait de perdre le marché « logistique » de la centrale de Cruas au profit d'Essor, une autre boîte du même genre, mais moins-disante. Laquelle, au lieu de basculer les salariés d'une société vers l'autre, comme le permet le Code du travail, entendait recruter son personnel par petites annonces, laissant a priori

les 106 salariés de CIME et leurs élus sur le carreau. D'où cette bagarre particulièrement rude, ignorée de la plupart des médias mais pas de la caméra d'Alain de Halleux qui venait alors d'entamer un tournage sur les travailleurs du nucléaire (lire entretien page 4). Un conflit de plusieurs mois, marqué par une action rarissime : le blocage de la centrale nucléaire par des riverains et des élus locaux, maire communiste de Cruas, Robert Cotta, en tête !

Ses adjoints Geneviève Hénon-Hilaire et André Arnichaud, qui ont participé de près au comité de soutien aux grévistes – la municipalité assurant de plus une part de la... logistique –, expliquent que cette mobilisation citoyenne exceptionnelle est due pour une bonne part à la révélation que fut pour nombre de riverains l'existence même de ces prolétaires sous-payés. Des ouvriers et des techniciens dont les conditions de travail sont « moyen-âgeuses », selon Yves Adelin, responsable du secteur sous-traitance à la fédération CGT mines et énergie. Des « invisibles », car se fondant, à la sortie du boulot, avec le paysage social de la centrale.

Tout un chacun qui longe, sur la départementale verdoyante qui mène de Montélimar à Cruas, les quatre imposantes tours de réfrigération surmontées

d'un vaporeux panache, imagine en effet que derrière les hauts murs de béton de la centrale n'évoquent que des ingénieurs en cravate et des techniciens casqués portant le prestigieux badge EDF. C'est une autre réalité, beaucoup plus misérable, celle des sous-traitants, que décrit Gérard Matet, délégué syndical CGT d'Essor.

« Les agents EDF pilotent et contrôlent la centrale mais les boulots les plus durs et les plus exposés, c'est pour nous, avec, en prime, des temps de travail qui explosent, des salaires minables et des vestiaires pourris ! » s'indigne-t-il.

Une réalité qui a fait s'interroger sur ce qu'elle pouvait induire de conséquences redoutables pour certains salariés qui « pètent les plombs », jusqu'à tenter de se suicider, et surtout pour la sûreté d'installations nucléaires vieillissantes. Sachant que s'enferrant dans sa logique de rentabilité

S'enferrant dans sa logique de rentabilité financière, l'ex-EDF nationalisée, devenue la société anonyme ERDF, sous-traite aujourd'hui au privé 80 % des travaux de maintenance contre 20 % en 1992.

financière, l'ex-EDF nationalisée, devenue la société anonyme ERDF, sous-traite aujourd'hui au privé 80 % des travaux de maintenance contre 20 % en 1992. Michel Lallier, représentant CGT au haut comité sur la transparence nucléaire, tire la sonnette d'alarme : « Nous n'appliquons plus les principes fondateurs de la radioprotection, ce qui signifie, pour les travailleurs du nucléaire exposés à la radioactivité, que l'on est passé de la notion de risque zéro à celle de risque calculé et acceptable. »

Autant d'informations autrefois méconnues qui ont mis en émoi ceux qui, à Cruas, ont pris fait et cause pour les invisibles. Cruas, quelques milliers d'habitants sur un bord du Rhône, son abbatale du XVIe siècle et sa centrale nucléaire donc, sa piscine, son collège, ses écoles, ses rues parfaitement goudronnées, et sa mairie incluant sa salle de cinéma et de théâtre Maurice-Thorez. Cruas, où Alain de Halleux a tenu absolument, « pour remercier ceux qui ont eu le courage de parler », à présenter son film en avant-première. Les retrouvailles entre le cinéaste belge et les travailleurs provençaux furent très chaleureuses. Mais le débat, suivant la projection, mardi dernier, plutôt consensuel. Agents EDF et salariés de la sous-traitance, que la CGT a rassemblés à la centrale de Cruas dans le même syndicat des « travailleurs du nucléaire », ne sont plus comme chien et chat depuis le conflit de l'an dernier. Pro et antinucléaires ne se sont pas écharpés. Pouvait-il en être autrement après avoir entendu ces invisibles s'exclamer, sur fond d'images d'intervention des secours à Tchernobyl : « On prend des doses, on n'est que des numéros, on est perdu (...) alors si un jour ça pète, pas sûr qu'on y aille. »

Philippe Jérôme

SUITE DE L'ÉVÉNEMENT EN PAGE 4 ■ ■ ■

Éditorial

Sûreté nucléaire

PAR MICHEL GUILLOUX

« **C**'est dégueulasse ! » Qui ne se souvient de la phrase lancée par la jeune femme en révolte, SOS aux usines de piles Wondér de Saint-Ouen à l'issue de la grève de 1968 qu'avait recherchée le cinéaste Hervé Le Roux, trente ans plus tard avec *Reprise* ? « Les boulots les plus durs et les plus exposés, c'est pour nous avec, en prime, des temps de travail qui explosent, des salaires minables et des vestiaires pourris. » On pourrait ajouter des vies en miettes de nomades condamnés à la caravane, et le risque et la peur qui vous collent à la peau. Et le plus présent et le moins palpable : la dose d'irradiation nucléaire que l'on reçoit.

Ces soutiers des centrales atomiques ont le premier rôle dans le documentaire que leur consacre le réalisateur belge Alain de Halleux, qui revendique d'avoir opéré comme « un citoyen pour des citoyens ». Nul doute que sa diffusion publique, demain soir sur Arte, devrait contribuer à lever le voile sur le sort de ces dizaines de milliers de salariés « invisibles » et à nourrir un débat comme celui auquel nous avons pu assister à Cruas même.

A l'origine de ce film-ci est le même hasard, non celui de la découverte d'un film d'époque comme dans *Reprise*, mais la prise directe avec une lutte de cette époque-ci. Ces salariés vivent les conséquences en chaîne du recours massif à la sous-traitance organisé par EDF, 80 % des travaux de maintenance des centrales contre 20 % en 1992. « Rentabiliser » au mieux la main-

« Plus d'écoute et de démocratie », dit Alain de Halleux.

d'œuvre, en soustraire une bonne partie au statut de l'entreprise publique qu'était EDF, y compris au plan syndical, bref, préparer le terrain à la logique privée de rentabilité, la chose est

largement répandue dans l'industrie, de l'automobile à la navale. Mais la course à l'économie sur le travail vivant appliquée au nucléaire soulève encore plus de questions qu'ailleurs. Et en premier lieu celle de la sûreté, des installations elles-mêmes, pour ces salariés et celle des populations alentour. Et c'est largement pour avoir brisé le mur du silence, s'être syndiqués que ces mêmes salariés ont dû entamer une grève de la faim pour dire leur refus de ne pas être jetés comme des Kleenex et clamer haut et fort leur attachement à la notion de service public dans cette filière sensible et stratégique pour le pays.

Une des premières forces de ce combat que donne à voir aussi le film, c'est la solidarité qui s'est construite avec la population et les élus locaux au fil des jours, provoquant une prise de conscience au même ressort : on ne peut jouer avec le nucléaire qui, moins que toute autre technologie, n'est conciliable avec une logique privée et de court terme. L'autre nouveauté face à la volonté de diviser est le premier résultat d'un travail de convergence syndicale allant jusqu'à réunir dans une même organisation tous les travailleurs du nucléaire, et non selon qu'ils sont électriciens ou sous-traitants. Qu'ils soient précaires, comme ces derniers, ou à peine trentenaires, comme ces jeunes qui animent les mouvements en cours à ERDF et GRDF, le pari de jouer des cartes de l'exclusion, pour les uns, de la nouvelle génération, pour les seconds, pour mieux faire se dissoudre une forte identité des salariés à leurs missions de service public, comme leur capacité à s'organiser, est pour le moins en échec.

« Plus d'écoute et de démocratie », dit Alain de Halleux. C'est une autre leçon, et pas des moindres, des paroles courageuses qu'osent les « invisibles du nucléaire », comme ils se dénomment eux-mêmes. Elles donnent du poids à ceux qui réclament des droits nouveaux pour les salariés, à leurs élus comme à ceux de la nation, pour contrecarrer la courte vue du tout pour les actionnaires. Une vraie vision de société, moderne, est portée par ceux qui font de la sûreté nucléaire leur fierté et un principe de gestion revendiqué pour l'industrie de l'électricité nucléaire.

« J'ai d'abord voulu faire un film sur les humains dans les centrales »

Le réalisateur belge de *RAS nucléaire* plaide pour replacer l'être humain au cœur de l'industrie nucléaire. Entretien.

A un dirigeant actuel d'EDF ne s'exprime dans votre film. Pour quelles raisons ?

Alain de Halleux. J'ai demandé, bien sûr, à les rencontrer et obtenir l'autorisation de filmer ce qui se passait pendant un arrêt de tranche. J'ai même été, ce que l'on ne fait jamais, jusqu'à leur envoyer le scénario et les premières interviews en leur disant : soyez gentils, ouvrez-moi les portes ! Je n'ai trouvé aucun gentleman ! Pendant un

« Je me suis rendu compte que plus on monte dans la chaîne des responsabilités et moins il y a de responsables. Dans le cas du nucléaire c'est inquiétant. »

ALAIN DE HALLEUX, RÉALISATEUR DE *RAS NUCLEAIRE*.

an, pas de réponse ! Puis j'ai été poliment reçu dix minutes par un représentant d'EDF. Mon film est-

il subjectif ? Il est fait par un citoyen pour des citoyens. J'ai voulu m'extraire du vacarme médiatique sur les questions d'environnement, qui fait oublier le travail des hommes dans les centrales. Quand nous allions une lampe, pensons un peu à ceux qui produisent l'électricité et qu'au fond personne ne connaît !

On éprouve justement un grand choc en écoutant les témoignages de ces « invisibles » : comment la rencontre avec eux fut-elle possible ?

Alain de Halleux. Comme beaucoup de gens, j'ai peur qu'une nouvelle centrale explose. Et voilà que j'apprends qu'en Suède on est passé d'un rien à côté d'une telle catastrophe.

Alors je m'interroge, je m'informe et je tombe sur les travaux d'une sociologue française qui parle de « travailleurs du nucléaire ». Moi qui croyais qu'une centrale c'était entièrement automatisé, piloté et entretenu par quatre ou cinq techniciens ! Là je me suis dit : il faut que je

rencontre ces gars, ce sont eux qui vont pouvoir m'expliquer ce qui se passe vraiment dans ces machines.

« Je suis heureux d'avoir pu recueillir les paroles de ceux qui ont eu le courage de parler. »

ALAIN DE HALLEUX.

Mon idée était de partir de la base puis de remonter jusqu'au plus haut de la hiérarchie. Mais je me suis rendu compte que plus on monte dans la chaîne des responsabilités et moins il y a de responsables. Dans le cas du nucléaire c'est inquiétant.

Vous vouliez faire un film « ni pour ni contre » le nucléaire, mais ce que vous avez découvert pendant le tournage vous a-t-il fait basculer dans un camp ?

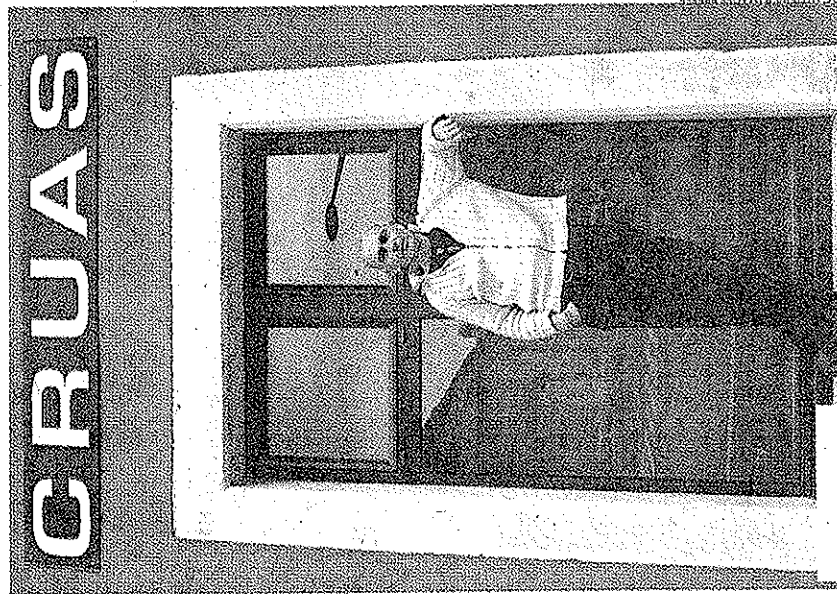
Alain de Halleux. J'ai d'abord voulu faire un film sur les humains dans les centrales : qui sont-ils, qu'ont-ils à nous dire ? Les travailleurs du nucléaire ne

peuvent pas parler aux administrateurs qui attiseraient leurs paroles, ni à leurs patrons qui n'entendent pas ni aux citoyens qui sont dans l'indifférence. C'est terrible et dangereux de ne pouvoir dire sa douleur à personne. Je suis heureux d'avoir pu recueillir les paroles de ceux qui ont eu le courage de parler. Courage car dans le nucléaire il y a un secret de famille et celui qui le révèle peut être considéré comme un traître.

Mais j'espère que les dirigeants du nucléaire seront suffisamment intelligents pour dire : oui, ces témoignages sont vrais, on va s'appuyer sur eux pour mieux faire. Tout le monde y gagnera car, du probonny fait au directeur de centrale, tous sont aujourd'hui malheureux. L'autre titre que j'avais envisagé pour mon film était *Pour un nucléaire à visage humain*.

Plus d'écoute et de démocratie dans cette industrie serait un bon moyen d'y parvenir.

Entretien réalisé par Philippe Jérôme



Alain de Halleux. « J'espère que les dirigeants du nucléaire seront suffisamment intelligents pour dire : oui, ces témoignages sont vrais, on va s'appuyer sur eux pour mieux faire. »

Témoignages

« On nous demande d'aller de plus en plus vite »

DANIEL THÉRON,
GREVISTE DE LA FAIM EN 2008.

« Je travaille à l'atelier décontamination. Je suis vêtu d'une combinaison, je travaille dans un sas avec des bains chimiques ou des ultrasons ou la haute pression,



mais il y a aussi beaucoup de travail manuel pour décontaminer le matériel qui sert pendant les arrêts de tranche.

Au fil des ans, le travail s'est dégradé parce qu'on nous demande d'aller de plus en plus vite car les arrêts de tranches sont de plus en plus rapprochés dans le temps et ils se servent du même matériel.

Faire la grève de la faim, c'était une décision très dure à prendre, pas dans ma culture syndicale.

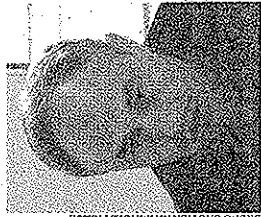
Mais pour moi, c'était vital : j'étais élu au CHSCT, et le reprenneur du marché ne voulait pas de moi. On est partis à trois le lundi, on s'est retrouvés à neuf le mardi et on a tenu dix jours.

Finalement, j'ai été repris dans la nouvelle entreprise mais ce n'est pas la panacée : on vient de faire quatre jours de grève ! »

« Ou t'es content ou tu fais ta valise ! »

JOSÉ ANDRADE
ANCIEN DÉLEGUE CGT DE CIME.

« Pendant le conflit à la centrale, la population a découvert que les invisibles faisaient les travaux les plus pénibles et les plus exposés pour des salaires de misère. A cela s'ajoute la souffrance de ceux



qui passent de CDI en CDD. Ils n'ont pas le choix : ou t'es content d'avoir un boulot, même avec 30 % de moins et tu fermes ta gueule, ou tu fais ta valise

et tu quittes ta famille. Il y a eu, à Craus, un grand mouvement de solidarité pendant notre lutte, ce qui nous a donné le courage de tenir. Mais tout cela s'est terminé par un pseudo-accord, puisque tout le personnel de CIME n'a pas été repris par ESSOR. J'étais délégué CGT et je n'ai pas été repris, ce n'est pas un hasard ! »

« Le tableau est gris foncé »

SERGE SERRE,
CADRE LICENCIÉ DE CIME.

« J'ai été licencié de CIME officiellement pour "cause réelle et sérieuse", en fait

pour un droit d'alerte que j'avais déclenché trois mois auparavant. On était en sous-effectifs. En tant que responsable du site, j'avais estimé qu'on ne pouvait pas assurer deux arrêts de tranche à la fois. Je me suis retrouvé avec une succession d'accidents du travail. Alors, à un moment donné, j'ai dit stop !

Cela faisait vingt-neuf ans que j'étais dans le nucléaire et je me suis brutalement retrouvé au chômage. C'était très dur. J'ai retrouvé, après un an, du boulot dans le nucléaire.



Mais très loin de chez moi et toujours en déplacement. A ceux qui disent que le film noircit le tableau, je réponds que le tableau que je connais est gris foncé.

Je suis inquiet. »

« La Dose (I) »

CLAUDE DUBOUT
ANCIEN DÉCONTAMINEUR,
CONSULTANT DANS LE NUCLEAIRE.

« La dose est en moi, je l'ai prise au fond de la piscine (2), autour de la pompe RRA, dans l'atelier. (...) La dose ne se remarque pas mais les autres savent qu'elle est là, sur moi. Je suis décontamineur, mon job, c'est de l'enlever, je passe toujours avant les autres pour assainir. A mes débuts j'étais fier que l'on me regarde, que l'on

m'admire. J'étais le décontamineur et ça en jetait (...).

Cette dose est travaillée, étudiée, optimisée mais elle reste pour moi personnelle et destructive. C'est le grand principe venu des Etats-Unis qui nous dit : aussi bas que raisonnablement possible. Donc cette dose que je vais prendre

au fond de la piscine est raisonnable (...). En sortant de zone j'oublie vite, la vie m'accapare. La chose est entrée en moi sournoisement, je la transporte partout où je vais. Je ne souffre pas, je n'éprouve aucun symptôme.



Je ne sais pas ce qu'elle fait, elle me ronge sans que je ne m'en aperçoive. A-t-elle pitié de moi ? De toute façon elle ne me demande rien (...), elle me viole sans douleur. Je dois être consentant puisque

demain je recommence. Je n'ai jamais éprouvé aucune peur devant la dose. Je ne l'aime pas mais je ne la déteste pas. Je la connais bien, il me semble parfois la deviner, la sentir, quand elle est tapie derrière moi, qu'elle rayonne, passe à côté, puis revient et me transperce, cette énergie que les écrans de béton et d'acier freinent mais n'arrêtent pas. Elle, ne meurt jamais. »

(1) Extrait d'un récit autobiographique à paraître.

(2) Cuve où sont immergées les barres de matière fissile, le cœur du réacteur que l'on décontamine à chaque arrêt de tranche.

Propos recueillis par P. J.



Quotidien National ☎ : 01 49 22 72 72
T.M. : 74 919 L.M. : 331 000

l'Humanité

MARDI 12 MAI 2009

Notre avis

RAS : nucléaire, rien à signaler

Arte, 23 H 00.

Alain de Halleux, réalisateur belge, voulait savoir qui sont les ouvriers du nucléaire, ces invisibles chargés des tâches les plus ingrates et les plus risquées. Son film leur donne la parole pour la première fois et on n'est pas prêt d'oublier ces visages graves, emprunts d'angoisse mais aussi de dignité. La sécurité des centrales n'est plus ce qu'elle était. La notion de risque zéro a laissé place au risque calculé et acceptable. Les sous-traitants sont exploités, réduits à vivre dans des caravanes au gré des embauches, pour un salaire fêrisoire. Un film très important. Un débat à ouvrir.

Maud Dugrand

(Voir notre édition d'hier.)

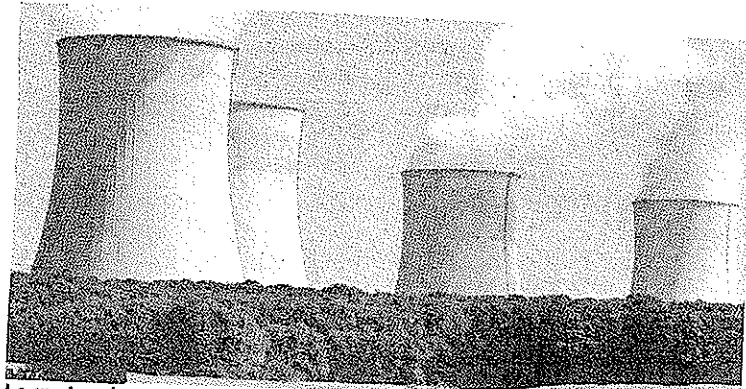


Divers
T.M. : NC

☎ : 01 46 96 31 00
L.M. : NC

DIRECT MATIN PLUS

MARDI 12 MAI 2009



Le quatre réacteurs de la centrale de Cattenom, exploitée par EDF, en Lorraine.

Nucléaire, une énergie vraiment sûre ?

DocuArte Avril 1986. L'Europe est sous le choc après l'explosion du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Au cours des années 1990, le continent européen met un frein à sa course au nucléaire, interrompant de nombreux projets, se lançant même dans la reconversion de certains sites. Une dizaine d'années plus tard, la pénurie de pétrole, le débat autour du réchauffement climatique et la question de l'indépendance énergétique changent la donne et poussent l'Europe à se relancer dans la maîtrise de l'atome, avec l'exigence de garantir le «risque zéro». La sûreté apparaît comme le mot d'ordre de ce nouvel élan. Pourtant, en juillet 2006, la centrale de Forsmark, au nord de Stockholm, est victime d'un court-circuit qui entraîne le blocage des instruments de contrôle. Le réacteur est

en surchauffe. La situation rétablie, les «pilotes» réalisent qu'ils sont passés à sept minutes de la fusion du cœur du réacteur, à sept minutes de la catastrophe.

«La sûreté des centrales nucléaires est-elle encore une priorité?», c'est la question posée par Alain de Halleux dans *R.A.S. Nucléaire*.

Rien à signaler. Le réalisateur est allé à la rencontre des hommes de l'industrie nucléaire, les «jumpers», ouvriers intérimaires sous-payés chargés de la maintenance des sites. Car, avec la privatisation du marché, le recours à des sous-traitants s'est généralisé. Il a recueilli leur témoignage sur la sécurité et la fiabilité de l'activité nucléaire en Europe et en France, où l'on compte pas moins de 58 réacteurs sur 18 sites. Une enquête fouillée sur un sujet sensible. ■

R.A.S. Nucléaire. Rien à signaler, ce soir, Arte, 22h50.



LE CHOIX DE LA CROIX

L'envers du décor nucléaire

**RAS : NUCLÉAIRE,
RIEN À SIGNALER**
9h55 sur Arte

Y a-t-il meilleur symbole de haute technologie et de fleuron de l'économie que le nucléaire? Le réalisateur belge Alain de Halleux ne conteste pas le symbole mais choisit un angle d'attaque inhabituel pour montrer les dessous de cette toute puissance technico-économique. Les promoteurs du programme nucléaire français dans les années 1970 ne pouvaient probablement pas imaginer que le monde de l'énergie deviendrait un marché libre et concurrentiel. On sait déjà que le nucléaire se conjugue mal avec marché en raison des hauts niveaux de capitalisation requis, des temps de retour sur investissement très longs, sans même évoquer les questions du devenir des déchets et du risque de prolifération.

Le documentaire *RAS nucléaire* ajoute un souci supplémentaire, celui de la sûreté nucléaire. Pour accroître la rentabilité des centrales (*celle du Tricastin sur notre photo*), EDF en France, comme les énergéticiens des pays voisins, recourt de plus en plus à la sous-traitance pour la maintenance des installations, au point que sur certains sites



nucléaires, le personnel sous-traitant est devenu numériquement plus important que le personnel salarié. L'industrie nucléaire a ainsi, à côté de ses ingénieurs de haut vol, son prolétariat. Une main-d'œuvre intérimaire invisible et inconnue de la population joliment baptisée «les nomades du nucléaire», parce qu'ils sillonnent la France d'un réacteur à l'autre.

Ce sont ces travailleurs de l'ombre qui s'expriment largement dans ce film. Ils font part de leur mal être, de la dégradation de leurs conditions de travail et, par ricochet, de leurs inquiétudes concernant la sûreté des installations et les risques qu'ils prennent pour leur santé. «*La sous-traitance, c'est la sous-traitance du risque*», dit l'un d'eux. Tous ces témoignages sont là pour rappeler que le nucléaire ne sera jamais une industrie tout à fait comme une autre.

MARIE VERDIER



Presse Régionale
T.M. : 162 709

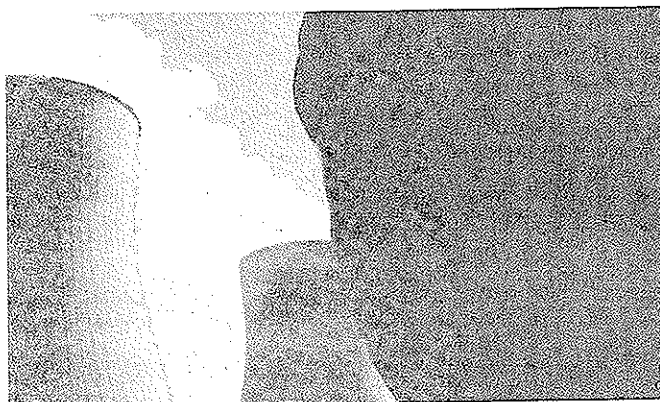
☎ : 03 87 34 17 89
L.M. : 504 000

Le Républicain
Lorrain

54 & 57

MARDI 12 MAI 2009

À signaler



Malgré les efforts déployés pour alerter l'opinion (souvent sanctionnés par des licenciements), les autorités font la sourde oreille. Un malaise que dénoncent des ouvriers principalement belges et français, éclairé par des experts-chercheurs, une sociologue et un ancien président d'EDF, Marcel Boiteux... « *Du risque 0, nous sommes passés au risque calculé* », affirme un employé. Les petits incidents se sont multipliés, avec une centaine d'alertes de niveau un

chaque année : en 2006, après un court-circuit, une centrale suédoise frôle la catastrophe à sept minutes près ; en 2008, une fuite d'uranium contamine cent ouvriers à Tricastin. Contrôleurs priés d'ignorer les dysfonctionnements, employés cachant les incidents par peur des sanctions, grands groupes déresponsabilisés par l'externalisation des tâches : ce constat édifiant montre combien la sécurité collective est en jeu.

Arte, 23 h 00